De Theodor Herzl à la naissance d’Israël

1897, premier Congrès sioniste mondial. Theodor Herzl écrit dans son Journal : « A Bâle, j’ai créé l’Etat juif. Si je disais cela aujourd’hui publiquement, un rire universel serait la réponse. Dans cinq ans peut-être, dans cinquante sûrement, tout le monde comprendra. » Prédiction réalisée, à quelques mois près…

par Henry Laurens

[](http://www.monde-diplomatique.fr/mav/98/LAURENS/18052#tout-en-haut)

[De Theodor Herzl à la naissance d’Israël↑](http://www.monde-diplomatique.fr/mav/98/LAURENS/18052#tout-en-haut)

**L**

e sionisme est un projet politique aux aspects multiples, qui a su s’imposer grâce aux circonstances historiques, mais aussi à ses propres capacités d’organisation et de mobilisation. Sa mise en œuvre ne s’est pas réalisée en un jour. La tâche était immense. Se présentant comme volonté de créer une nation juive sur un territoire donné, il lui fallait partir absolument de rien.

Sa vision correspond à la norme des nationalismes territoriaux de la fin du XIXe siècle en Europe centrale et orientale, qui se revendiquent d’un Etat ayant existé précédemment avec une langue et un territoire définis (la Serbie renvoie à un royaume serbe médiéval et à une langue en train de redevenir une langue de culture, même chose pour la Bulgarie, la Pologne, l’Ukraine...). A cela s’ajoute une identification correspondant à une religion (un « vrai Polonais  » ne peut être que catholique, un « vrai Russe » qu’orthodoxe). Ces caractéristiques, le sionisme les porte aux extrêmes.

Le territoire revendiqué ne peut se situer en Europe, et seule la mobilisation des affects renvoyant à la terre ancestrale permet d’espérer la matérialisation de son ambition en Palestine : comment s’enthousiasmer pour un Etat juif en Amérique ou en Afrique, localisations un temps envisagées  ? Quant à la langue hébraïque, jusque-là exclusivement religieuse, elle est à réinventer. Et la grande majorité des religieux se montre hostile au projet, en raison du risque d’empiétement qu’il présente sur la volonté divine (les rabbins redoutent une dérive messianique).

Bref, tout fait défaut au départ : le territoire, la langue et même, partiellement, le référent religieux.

Les Juifs de Palestine sont essentiellement des fidèles vivant des subsides de la diaspora, que la philanthropie juive occidentale travaille depuis des décennies, avec un succès inégal, à rendre « productifs ». Ils ne peuvent donc pas servir de base humaine au projet sioniste.

Au-delà de quelques précurseurs, le sionisme ne devient réalisable qu’avec les débuts de la première mondialisation, dans les années 1870 : les réseaux des chemins de fer d’Europe orientale se connectent alors aux réseaux d’Europe occidentale et, par là, aux ports d’où partent des navires à vapeur à horaires réguliers. Au Proche-Orient, c’est l’âge d’or de la domination collective des puissances européennes qui, en s’appuyant sur la « diplomatie de la canonnière », imposent leurs décisions à une administration ottomane réformée qui a rétabli l’ordre public.

Le réservoir humain réside dans la masse des Juifs de l’Empire russe et de la Roumanie, soumise à des législations antisémites discriminatoires alors qu’elle est en pleine explosion démographique. La mondialisation favorise une émigration massive, mais à destination des « pays neufs » qui ont besoin de main-d’œuvre (les deux Amériques, l’Afrique du Sud, l’Australie) : la traversée océanique tient lieu d’investissement de départ. Il n’en va pas de même avec la Palestine : au coût du transport s’ajoutent les investissements économiques indispensables pour créer les activités correspondantes. Les premiers émigrants des années 1880 (ou première alya, en hébreu « montée ») s’en rendent rapidement compte : ils végètent dans une terrible misère.

Si les comités des Amants de Sion ont pu diffuser l’idée sioniste parmi les Juifs d’Europe orientale, ils ne disposent pas des moyens de lui donner vie. Ils doivent donc se tourner vers les philanthropes juifs d’Europe occidentale qui, par le biais de la Jewish Colonization Association (ICA), assurent déjà une partie des frais de transport et d’installation en Amérique (en particulier en Argentine).

Pour le baron français Edmond de Rothschild, la colonisation juive en Palestine est une affaire personnelle. Il est intervenu pour empêcher que, par désespoir, les immigrants se convertissent au protestantisme des missionnaires britanniques, puis s’est passionné pour cette entreprise. Il crée alors un certain nombre de colonies agricoles, encadrées par des « israélites » français. Son idée consiste à créer une population de paysans indépendants sur le modèle français ; mais il lui faut se méfier de la mauvaise qualité du « matériel humain » : celui-ci doit être régénéré par le travail et la formation. D’où le caractère paternaliste de son mode d’organisation.

La question essentielle est d’arriver à un minimum de rentabilité permettant de mettre fin aux subventions permanentes. Cet objectif n’est atteint qu’au début du XXe siècle, grâce à la mise en place d’une agriculture de plantation utilisant une abondante main-d’œuvre arabe. En 1899, le baron transfère officiellement ses colonies à l’ICA, mais en fait il continue de les gérer par le biais de la « commission palestinienne  » de ladite organisation. Après la première guerre mondiale, l’organisation prendra le nom de Palestine Jewish Colonization Association (PICA). Jusqu’à sa mort, en 1935, le baron étendra constamment son domaine agricole en accordant toujours plus d’autonomie aux paysans qui en dépendent, favorisant leur accès à la propriété individuelle.

La perspective d’Edmond de Rothschild dépasse la seule philanthropie  : ses achats de terres tendent à créer un véritable maillage de la Palestine. Il a compris très tôt la nécessité d’une totale discrétion, afin de ne pas inquiéter les autorités ottomanes et la population arabe. Et c’est pourquoi l’orientation de Theodor Herzl, qui joue, au contraire, la carte de l’action publique, le contrarie.

Ce publiciste autrichien s’est converti en 1895 au sionisme. Théoricien de sa version politique, il fonde l’organisation sioniste lors du premier congrès de Bâle en 1897, un an après la parution de son livre *L’Etat des Juifs*. Sa priorité : obtenir une charte internationale garantissant la création d’un foyer national en Palestine pour le peuple juif. Il encourage secondairement la colonisation. Dirigé par des Juifs autrichiens et allemands, le mouvement recrute surtout dans l’Empire russe, mais réussit à s’établir un peu partout (sauf en France, à cause de l’hostilité du baron). Jusqu’à sa mort, en 1904, Herzl travaille essentiellement auprès des dirigeants européens. Ses successeurs continuent dans la même ligne, mais s’intéressent aussi à la colonisation avec la création, en 1908, de la Palestine Land Development Company (PLDC), qui dépend du Fonds national juif (FNJ).

L’organisation sioniste s’implante en Palestine à partir de 1908 avec la deuxième alya, composée de militants déterminés issus de sa fédération russe et des Amants de Sion, souvent des socialistes marxisants ayant connu l’expérience de la révolution de 1905. L’attitude de l’ICA, qui préfère le travail arabe, déçoit ces immigrants dont la doctrine exige une séparation totale d’avec la population indigène afin de constituer une société nationale intégralement juive. Mais ils reçoivent un accueil favorable de la part des technocrates de l’ICA et de la PLDC, qui acceptent de financer des colonies agricoles collectivistes (kibboutz) ou coopératives (*moshav*) sans recourir à la main-d’œuvre arabe. En ville, ils fondent l’agglomération juive de Tel-Aviv, indépendante de la Jaffa arabe. Cette logique de séparation a sa justification socialiste : elle évite qu’une population exploite l’autre.

Durant la première guerre mondiale, le mouvement sioniste cesse d’agir en tant qu’entité unique puisqu’il est présent dans les deux camps en conflit. C’est le chef de la fédération britannique, Haïm Weizmann, un Juif d’origine lituanienne, qui va jouer un rôle essentiel en obtenant, le 2 novembre 1917, avec la déclaration Balfour, cette fameuse charte recherchée par Herzl : lord Arthur James Balfour, ministre britannique des affaires étrangères, y annonce à lord Walter Rothschild, représentant des Juifs britanniques, que «  *le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l’établissement en Palestine d’un foyer national pour le peuple juif »*. Cet engagement contredit la promesse faite par Londres aux Arabes de la création d’un Etat indépendant comme le partage négocié avec les Français, dans le cadre des accords Sykes-Picot...

Après-guerre, Weizmann devient naturellement le président de l’organisation sioniste. Son ambition : transformer cette déclaration unilatérale britannique en document de droit international. Ce sera chose faite en juillet 1922, grâce à la ratification par la Société des nations (SDN) du mandat britannique sur la Palestine, qui inclut le Foyer national juif.

Le mouvement sioniste se structure maintenant en fédérations nationales dotées d’organisations satellites chargées de la levée de contributions et de préparation à l’émigration. La charte du mandat prévoit la création d’une Agence juive, mais elle ne verra le jour qu’en 1929 ; entretemps, l’Organisation sioniste en fait fonction. Outre les relations avec les autorités, sa fonction est de gérer le domaine du FNJ et de l’augmenter par de nouvelles acquisitions. Malgré des progrès spectaculaires, ce domaine reste moins important que celui de la PICA et des propriétaires individuels qui lui sont liés : en 1941, le FNJ disposera de 532 900 *dounoum* (dixièmes d’hectare), contre 1 071 000 à la PICA et aux propriétaires individuels. A la fin du mandat, en 1948, la propriété juive ne couvrira que 6,6 % de la superficie de la Palestine.

Comme avant 1914, les coûts d’établissement restent le problème essentiel. L’immigration juive est fixée en fonction de la capacité économique d’absorption, et la différence est faite entre «  *capitalistes »*, dont l’entrée est libre puisqu’ils viennent avec des capitaux suffisants, et *« ouvriers »*, sélectionnés par l’Organisation sioniste en fonction de leur qualité en *« matériel humain »* (capacité productive). Des catégories intermédiaires existent. La troisième alya est analogue à la précédente, composée pour une bonne part d’ouvriers socialistes. Venue de Pologne au milieu des années 1920, la quatrième alya, elle, est bourgeoise et capitaliste. La cinquième alya, à partir de 1933, rassemble capitalistes allemands et ouvriers polonais. La montée du nazisme accélère évidemment l’immigration : de 110 000 arrivées (officielles) dans les années 1920, on passe à plus de 220 000 dans les années 1930...

Faute de pouvoir constituer une unité politique homogène en Palestine, les Britanniques adoptent la voie d’un développement communautaire séparé tout en maintenant un important secteur public. En ce qui concerne la population juive, l’Organisation sioniste fournit à la population juive un ensemble de services que l’Etat mandataire ne peut lui procurer. Il s’agit de lui assurer un niveau de vie se rapprochant de celui de l’Europe, en particulier dans les domaines de l’éducation et de la santé. Les colonies agricoles du FNJ sont subventionnées à la fois lors de leur création et pour leur fonctionnement. Elles sont en effet par nature déficitaires, mais leur fonction n’est pas d’ordre économique : elles servent à prendre le contrôle du territoire et à former le « Juif nouveau », débarrassé de l’oppression de l’exil.

Le mouvement ouvrier juif très politisé et divisé en organisations concurrentes fédère ces colonies agricoles. La centrale syndicale Histadrout fournit un certain nombre d’assurances sociales et crée ses propres entreprises par manque de capitalistes.

L’ensemble de la population juive (sioniste et non sioniste) élit une assemblée élue d’où émane un conseil permanent, mais le vrai pouvoir réside dans l’Exécutif sioniste désigné par l’Organisation sioniste. En 1929, la création de l’Agence juive permet en théorie une plus grande implication des Juifs non sionistes de la diaspora, qui disposent de la moitié des sièges dans les instances dirigeantes. En 1931, l’exécutif de l’Agence en Palestine revient pour la première fois à un socialiste établi dans le pays, Haïm Arlosoroff.

La droite du mouvement sioniste n’accepte pas l’alliance stratégique opérée entre les « centristes » de Weizmann et les socialistes du mouvement ouvrier. Pourtant, la grande intelligence des premiers a été de comprendre que l’établissement du Foyer national juif, ou Yichouv, ne peut passer que par les modes d’organisation collective des seconds. Les « capitalistes » s’avèrent trop individualistes pour pouvoir prendre en charge la colonisation : la prise de contrôle du pays devient plus facile dès lors qu’elle passe par la socialisation des activités. En absence d’Etat, seul le mouvement ouvrier a la capacité de gérer les intérêts nationaux.

Le mouvement sioniste révisionniste de Zeev Jabotinsky rejette à la fois le socialisme des ouvriers et la prudence diplomatique des centristes. Il recrute chez les éléments bourgeois issus pour la plupart de la première et de la quatrième alya, tandis que les leaders ouvriers viennent de la deuxième et de la troisième alya. Le romantisme des révisionnistes masque leur ignorance du travail au jour le jour indispensable pour créer le Yichouv.

Le clivage entre sionistes socialistes et révisionnistes concerne surtout les rapports avec les Arabes. Là où David Ben Gourion et ses amis donnent la priorité à la conquête progressive du pays en alliance avec la puissance mandataire, ceux de Jabotinsky entendent s’emparer de toute la Palestine par la force : c’est le fameux « mur d’acier » qui, à partir de 1948, fondera en réalité la stratégie de l’Etat d’Israël, toutes composantes confondues.

Après l’assassinat, en 1933, d’Arlosoroff, que les socialistes attribuent aux révisionnistes, le mouvement ouvrier devient l’élément dominant au sein des instances de l’Organisation sioniste et de l’Agence juive. Les révisionnistes font scission et créent leur propre organisation sioniste. A partir de cette date, l’exécutif de l’Agence juive est contrôlé par les socialistes, dont la personnalité la plus importante est celle de Ben Gourion. A la fin des années 1930, le glissement du pouvoir est terminé : les hommes du Yichouv ont pris le contrôle du mouvement et de ses institutions, la diaspora doit être mise à son service, et Weizmann n’est utile que grâce à ses contacts avec les hommes politiques occidentaux.

Après les premières émeutes de 1921 et de 1929, la grève générale arabe de 1936 et la révolte palestinienne de l’automne 1937 poussent le Yichouv à devenir plus autonome, y compris sur le plan militaire, avec la construction de sa propre force armée, la Hagana, tolérée par les Britanniques. Mais, à partir du Livre blanc de 1939, Londres donne la priorité à son influence dans le monde arabe : en 1944, le mouvement sioniste affrontera militairement les Britanniques pour mieux préparer sa prise de contrôle du gros de la Palestine.

Le sionisme est probablement la forme la plus pure du volontarisme politique. Il est parti littéralement de rien, ou presque, pour créer une nation, une langue, un territoire à travers les catastrophes historiques de la première moitié du XXe siècle. Il a su capitaliser les efforts et les expériences de la grande philanthropie juive, puis appliquer les principes organisationnels d’un mouvement ouvrier, dont la mission comprenait tout aussi bien la fondation d’une classe ouvrière que l’établissement d’un réseau d’entreprises publiques. Avant 1914, il a bénéficié de la protection des consuls européens. Sous le mandat, la technocratie britannique a encouragé et favorisé son action, qui allait dans une logique de développement qui lui était chère.

En 1948, le Yichouv dispose de tout un système d’organisations qui préfigure l’Etat. Mais ces institutions dépendaient des partis politiques. Le génie politique de Ben Gourion a été de comprendre la nécessité de transférer ces institutions à l’Etat nouveau en les « dépolitisant ». D’où le maintien d’une coalition politique regroupant socialistes, centristes et religieux et isolant – jusqu’en 1967 – les forces de droite proprement dites. Le socialisme des « pionniers » s’est accompagné d’une bureaucratie proliférante et d’un relatif égalitarisme des conditions sociales.

Après la création de l’Etat, les institutions sionistes ont été maintenues afin de canaliser les moyens venus de la diaspora et assurer des services sociaux destinés exclusivement à la population juive.

Henry Laurens

Professeur au Collège de France, auteur, notamment, de *La Question de Palestine*, Fayard, Paris (trois tomes).